

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix huit le 11 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 5 décembre 2018, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. BAILLARGEAT, M. VERDIER, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, M. GABARD, Mme BERTHIOT, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. ELIAS à M. GEDON, Mme LANDAIS à Mme QUERAL, M. MONMARCHON à M. RIMARK

Etaient excusés:

M. INOCENCIO, Mme HOLGADO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme HIMPENS est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 22

Conseillers votants : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

11 – MISE EN PLACE DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) - MODIFICATION N°1

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Le 12 décembre 2017, le Conseil Municipal a adopté un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel.

Il est nécessaire d'y apporter les modifications suivantes :

ARTICLE – 1

Dans l'article 1, les assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques et les bibliothécaires territoriaux sont ajoutés aux bénéficiaires.

ARTICLE 2

L'article 4, concernant le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) est modifié comme suit :

- **LE PRINCIPE**

Il est proposé d'attribuer individuellement chaque année un complément indemnitaire aux agents en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir en application des conditions fixées pour l'entretien professionnel.

Le versement de ce complément indemnitaire est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

- **LA DÉTERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA DU CIA**

Le montant du CIA est déterminé selon les mêmes modalités que pour l'IFSE par répartition des cadres d'emplois en groupes de fonctions.

À chaque groupe de fonctions correspond les montants maxima figurant dans les tableaux ci-dessous.

• **Catégories A**

GROUPES FONCTIONS	DE	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	MONTANT ANNUEL MAXIMUM
Groupe 1		<i>Ex : Direction d'une collectivité, secrétariat de mairie</i>	0€
Groupe 2		<i>Ex : Direction adjointe d'une collectivité, Direction d'un groupe de service, ...</i>	0€
Groupe 3		<i>Ex : Responsable d'un service, chargé d'études, gestionnaire comptable</i>	0€
Groupe 4		<i>Ex : Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, ...</i>	0€

• **Catégories B**

GROUPES FONCTIONS	DE	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	MONTANT ANNUEL MAXIMUM
Groupe 1		<i>Ex : Direction d'une structure, responsable de un ou plusieurs services, secrétariat de mairie, fonctions administratives complexes</i>	0€
Groupe 2		<i>Ex : Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, fonctions administratives complexes</i>	0€
Groupe 3		<i>Ex : Encadrement de proximité, expertise, assistant de direction, gestionnaire,...</i>	0€

- **Catégories C**

GROUPES FONCTIONS	DE	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	MONTANT ANNUEL MAXIMUM
Groupe 1		<i>Ex : Secrétariat de mairie, responsable de service, ...</i>	0€
Groupe 2		<i>Ex : Adjoint au responsable, horaires atypiques...</i>	0€
Groupe 3		<i>Ex : chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, assistant de direction, sujétions, qualifications, Agent avec des sujétions particulières</i>	0€
Groupe 4		<i>Ex : Agent d'exécution, agent d'accueil</i>	0€

Seront appréciés notamment :

- la valeur professionnelle de l'agent
- son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions
- sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail
- la connaissance de son domaine d'intervention
- sa capacité à s'adapter aux exigences du poste, à coopérer avec des partenaires internes ou externe
- son implication dans les projets du service
- sa participation active à la réalisation des missions rattachées à son environnement

Le montant individuel de l'agent, compris entre 0 et 100 % du montant maximum du CIA, est attribué au vu des critères précités.

Le montant du complément indemnitaire annuel n'excèdera pas :

- 15% du plafond global du RIFSEEP pour les fonctionnaires de catégorie A
- 12% du plafond global du RIFSEEP pour les fonctionnaires de catégorie B

- 10% du plafond global du RIFSEEP pour les fonctionnaires de catégorie C

- **PERIODICITE DE VERSEMENT DU CIA**

La part liée à la manière de servir "CIA" sera versée annuellement, en une unique fraction.

Ce complément n'est pas reconductible d'une année sur l'autre.

Le montant attribué individuellement à chaque agent pourra être révisé annuellement à la hausse ou à la baisse à partir des résultats des entretiens professionnels.

ARTICLE 3

Dans la première phrase de l'article 6 est ajouté le terme de CIA : « L'IFSE et le CIA sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature ».

ARTICLE 4

L'article 7 est modifié comme suit : Les plafonds de l'IFSE et du CIA tels que définis dans les articles 3 et 4 de la présente délibération seront automatiquement ajustés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur applicables aux fonctionnaires d'État.

Le Comité Technique en date du 27 novembre 2018 a émis un avis favorable sur ces modifications.

Il est demandé au Conseil Municipal d'adopter les modifications du nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel à compter du 1^{er} janvier 2019.

Les crédits correspondants à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées seront inscrits au budget principal et annexe chapitre 012 article 64118.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 3 décembre 2018 et a émis un avis favorable.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 17/12/18
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20181211-56688-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

